

Valérie Hayer

Viktor Orbán a fait de la Hongrie une kleptocratie aux frais de l'Europe

L'eurodéputée demande à la Commission européenne que les 7 milliards d'euros de relance destinés au pays soient assortis de garanties afin qu'ils ne soient pas détournés vers les « affidés » du premier ministre

Le régime de Viktor Orbán mérite-t-il de recevoir un chèque de 7 milliards d'euros? C'est la question à laquelle la Commission européenne aurait dû répondre, lundi 12 juillet, en se prononçant sur le plan de relance du gouvernement hongrois. Mais à la suite des appels du groupe centriste du Parlement européen, elle a réservé son jugement – signe, s'il en fallait, des insuffisances du plan Orbán. Mais pour nous, la condition reste identique: si corruption, pas de validation!

Comme tous les Etats membres de l'Union européenne (UE), la Hongrie a été frappée par la pandémie de Covid-19. Comme tous les Etats membres, la Hongrie a le droit de bénéficier de la solidarité européenne et du plan de relance européen massif de 750 milliards d'euros. Mais, à l'inverse des autres Etats membres, il est aujourd'hui impossible de s'assurer que l'argent de la relance allant en Hongrie ne sera pas tout simplement détourné.

Reniant l'histoire et les valeurs de la Hongrie, Viktor Orbán en a fait une « démocratie ». Il a affaibli les contre-pouvoirs, muselé la presse, rogné l'indépendance de la justice. Il a aussi fait de son pays un laboratoire de « l'illibéralisme » où les droits des minorités sont bafoués, comme l'illustre tristement sa dernière loi homophobe interdisant la représentation de l'homosexualité. Mais il a aussi fait de la Hongrie une véritable kleptocratie aux frais de l'Europe.

Conflits d'intérêts

Le système Orbán sert avant tout les siens. L'Office européen de lutte antifraude (OLAF) a démontré que son gendre avait été le bénéficiaire frauduleux de marchés publics politisés. Le village d'enfance de Viktor Orbán possède désormais un stade de football de 4000 places pouvant accueillir deux fois sa population. Comme le dit son ami d'enfance, un chauffagiste devenu l'homme le plus riche de Hongrie: « Dieu, la chance et Viktor Orbán y sont pour beaucoup dans ma réussite. »

Ces faits ne sont pas nouveaux. L'OLAF a pointé les nombreuses irrégularités et conflits d'intérêts dont le clan Orbán s'est rendu coupable, mais la justice hongroise n'y a jamais donné suite. La Commission qualifie la corruption en Hongrie de « systémique » et reconnaît que les enquêtes sur la fraude y sont moins efficaces que partout ailleurs en Europe. Combien de temps accepterons-nous encore cela? Jusqu'à aujourd'hui, l'Europe est res-



LES HONGROIS PENSENT, À 87 %, QUE LEUR RÉGIME EST CORROMPU. L'UE, QUI S'EST LONGTEMPS HEURTÉE AU PROBLÈME, DÉTIENT AUJOURD'HUI LA SOLUTION

tée impuissante. Les rapports s'entassent, les déclarations se succèdent; sans effet. La Commission européenne traîne des pieds pour appliquer les sanctions financières contre le régime, alors que celles-ci sont désormais possibles depuis le 1^{er} janvier 2021 grâce au travail des députés européens.

Mais c'est lundi 12 juillet qu'a eu lieu le premier test. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, bien qu'ayant sur son bureau le projet de plan de relance hongrois, a fait le choix de repousser sa validation. C'est la demande que notre groupe parlementaire Renew Europe lui avait formulée en juin. Les 7 milliards de la relance européenne doivent bénéficier aux Hongrois méritants et non pas aux affidés d'Orbán. Nos revendications restent inchangées.

La Hongrie devra apporter trois garanties. Premièrement, que les autorités magyares fournissent automatiquement à l'OLAF et à l'Union européenne toutes les données sur les bénéficiaires du plan de relance hongrois. Nous devons savoir où va l'argent. Deuxièmement, que la Hongrie s'engage à adopter des lois empêchant les personnes impliquées dans des affaires de fraudes et de conflits d'intérêts d'avoir accès à de nouveaux fonds. Troisièmement, que le gouvernement hongrois s'engage à abroger toutes les lois entravant l'accès de la société civile et des journalistes d'investigation aux informations publiques.

Notre objectif n'est pas de « punir » la Hongrie et les Hongrois, mais de les protéger face aux abus d'Orbán et de ses complices. Les Hongrois eux-mêmes ne s'y trompent pas: 87 % d'entre eux pensent que le régime est corrompu. Le ras-le-bol monte à Budapest, et l'Union européenne, qui s'est longtemps heurtée au problème, détient aujourd'hui la solution.

Non, Orbán n'est pas une fatalité. Oui, l'opposition démocratique hongroise existe. Elle est en train de se réunir en vue des élections de 2022. Ses chances de victoire sont réelles. Pour qu'elle puisse changer l'avenir de la Hongrie, elle a besoin de notre aide. Pas que l'on finance l'autocrate qu'elle combat. ■

LE PRÉSIDENT-CANDIDAT EN CAMPAGNE

ÉDITORIAL

La reprise est là, mais le virus aussi. Confronté à la réalité d'une quatrième vague, qui menace de transformer son quinquennat en une interminable crise, Emmanuel Macron a choisi la posture du combattant. Son allocution télévisée, lundi 12 juillet, était entièrement axée sur l'éradication de l'épidémie et le redressement du pays, conçus dans un même mouvement destiné à enjambrer l'échéance présidentielle. Prononcée en dehors des murs de l'Élysée, devant une tour Eiffel qui symbolisait la verticalité du pouvoir, elle ressemblait aussi bien à un discours de chef d'Etat qu'à un plaidoyer de candidat, mêlant étroitement l'affirmation de l'autorité présidentielle, l'appel au civisme et l'exaltation du patriotisme, dans un récit qui se voulait à la

fois volontaire et cohérent: grâce au vaccin, la France peut s'en sortir rapidement. Encore faut-il que les récalcitrants jouent le jeu, puis que le pays retrouve ses manches pour travailler plus, produire plus et rembourser ses dettes sans avoir à supporter de nouveaux prélèvements.

Longtemps, la question de la vaccination obligatoire est restée taboue dans un pays farouchement attaché aux libertés individuelles. Mais, devant la menace d'une reprise épidémique qui a déjà conduit à rétablir l'état d'urgence sanitaire en Martinique et à La Réunion, les esprits ont évolué. Le chef de l'Etat a donc pu annoncer, sans soulever un tollé, une mesure coercitive de portée relativement large: dès le 15 septembre, la vaccination sera obligatoire pour les personnels soignants et non soignants des hôpitaux, cliniques, Ehpad et maisons de retraite, ainsi que pour les professionnels et bénévoles travaillant auprès des personnes âgées, y compris à domicile.

Dans le reste de la population, le pourcentage de non-vaccinés reste encore important, notamment chez les jeunes et dans la tranche d'âge comprise entre 50 ans et 64 ans. L'appel « solennel » que leur a lancé le chef de l'Etat se double de mesures fortement incitatives: dès le 21 juillet, les plus de 12 ans devront en effet produire un passe sanitaire (test Covid négatif ou attestation de vaccination) pour pouvoir accéder à des

lieux de loisirs et de culture rassemblant plus de 50 personnes. Début août, ce passe sera étendu aux cafés, restaurants, centres commerciaux, ainsi qu'aux avions, trains, cars longs trajets, et aux établissements médicaux. Comme les tests PCR deviendront payants à compter de l'automne (sauf ceux délivrés sur prescription médicale), le vaccin sera la solution la plus simple pour espérer avoir une vie sociale.

En jouant ainsi de la carotte et du bâton, Emmanuel Macron renforce sa stature présidentielle au moment où le pays goûte à la reprise économique et ne veut en aucun cas retomber dans le couvre-feu ou le confinement. Dans la foulée, il tente de prendre de vitesse ses adversaires, de droite et de gauche, sortis vainqueurs du scrutin régional de juin, mais enlisés dans la difficile sélection de leurs candidats à la présidentielle: réforme de l'assurance-chômage puis réforme des retraites, création d'un « revenu d'engagement » pour les jeunes sans emploi et sans formation, meilleure prise en charge des « aînés » et des personnes en situation de handicap, le président-candidat a commencé à égrener son projet en lissant les sujets qui fâchent et en concentrant l'effort sur la reprise de la production qu'il a teinté aux couleurs tricolores.

Le ton de la prochaine campagne présidentielle a été donné, beaucoup plus souverainiste et protecteur que celui de 2017. ■

Pierre Bayard et Jean-Louis Fournel

Après le Rwanda, la Bosnie

La France « s'honorera » d'entamer un travail de reconnaissance de ses erreurs dans le conflit en Bosnie, comme elle l'a fait pour le Rwanda, jugent les deux universitaires

Plus d'un demi-siècle a été nécessaire pour tenter de regarder en face les « événements » d'Algérie et commencer officiellement à reconnaître ce que, dans cette guerre d'indépendance, l'armée et les gouvernements français de ce temps-là acceptèrent de faire entre 1954 et 1962.

Vingt-sept ans après le génocide des Tutsi, le président de la République a demandé l'instauration d'une commission d'historiens et d'historiennes [présidée par Vincent Duclert] qui a permis d'accomplir un pas important: quels que puissent être les limites des formulations retenues ou les refus d'accès à certaines archives, elle a reconnu les fautes et les aveuglements d'une politique menée directement par le président d'alors et ses proches. L'histoire y gagnera, et, avec elle, le travail de mémoire, qui est le seul socle possible d'une réconciliation et qui, surtout, est nécessaire pour tenter d'éviter « l'éternel retour du même ».

Mais parler de cette histoire implique de parler de toute l'histoire, et donc de ce qui se passait alors en d'autres lieux, mais était accompagné par les mêmes dirigeants. Entre 1990 et 1995, la politique étrangère de la France fut un tout, car elle dépendait d'analyses élaborées par un nombre restreint de personnes ayant, sous les ordres de François Mitterrand, la responsabilité d'une politique pensée comme mondiale. Dans cette perspec-

tive, toucher à une seule pièce conduit à menacer l'équilibre de l'édifice, comme dans un château de cartes, et c'est bien pour cela que certains gardiens du temple socialiste défendent une histoire mythifiée des politiques menées par une France revendiquée comme porteuse de paix.

Fautes et aveuglements

Il n'en est pas moins souhaitable d'examiner d'autres dossiers qui, dans ces années 1990, débouchèrent sur des événements dramatiques. Or s'il en est un aujourd'hui oublié, c'est bien celui de la guerre en Bosnie (1992-1995). Et pourtant, la politique de la France, conduite par les mêmes personnes, y connut des fautes et des aveuglements peu ou prou d'importance égale à celles et ceux qui marquent le dossier du génocide des Tutsi. Certes, le tournant de 1995 – que l'on doit pour partie à l'arrivée de Jacques Chirac au pouvoir – contribua à rétablir une situation plus acceptable et à protéger les victimes. Mais cela fut bien tardif, après plus de trois années d'une guerre sanglante ponctuée de massacres de civils et d'un nettoyage ethnique systématique. Dans ce cas aussi, on laissa faire les massacreurs et on monta des opérations de maintien de la paix d'une inefficacité tragique; dans ce cas aussi, une partie de la hiérarchie militaire fit preuve d'indulgence pour des nationalistes serbes criminels; dans ce cas aussi, on promit beaucoup aux populations civiles et on tint bien peu.

Sans doute convient-il de se garder de toute guerre des mémoires; et il ne faut jamais oublier ce qui différencie ces événements. En Bosnie, le nombre de morts a été moins élevé qu'au Rwanda (entre 100 000 et 120 000, selon les dernières évaluations, contre près de 1 million) et l'intention génocidaire n'a été juridiquement reconnue que dans le cas de Srebrenica. Mais, circonstance aggravante, les massacres et les déplacements massifs de populations se sont déroulés sur une période de plus de trois ans et demi (contre trois mois au Rwanda) et ont été largement médiatisés. Ainsi,

dès l'automne 1992, nul ne pouvait dire qu'il ne savait pas.

Bien sûr, comme au Rwanda, la responsabilité doit être ici diluée puisque les fautes ne sont pas imputables à la seule France, mais à des opérations des Nations unies ou à l'indifférence des Etats-Unis. Quoi qu'il en soit, si l'intervention internationale avait été plus rapide, si avaient été écoutés les officiers français les plus lucides, si le président de la République était intervenu auprès de ses partenaires européens pour faire cesser, dès 1992, les violences commises en Bosnie, une partie du malheur aurait pu être évitée. Au lieu de cela, on eut, au bout du processus, à la mi-juillet 1995, le massacre de près de 8 000 hommes musulmans à Srebrenica, qualifié de génocide par le Tribunal pénal international de La Haye.

D'où la question qui s'impose après ce début de reconnaissance par la France de sa responsabilité dans le génocide des Tutsi: et la Bosnie? Devrons-nous attendre un demi-siècle avant que commence ce travail de reconnaissance? Que pouvons-nous dire pour énoncer une parole de justice à l'égard de celles et ceux qui souffrirent là-bas de notre politique, mais aussi pour nous-mêmes et nos enfants, afin d'apprendre des errements de ceux qui disaient nous représenter? Vingt-six années ont passé et, après avoir eu le courage d'engager une démarche scientifique et éthique à propos du génocide des Tutsi, la France s'honorera-t-elle d'avoir la même exigence sur cet autre dossier noir des années Mitterrand et de confier à une commission indépendante d'historiens et d'historiennes le soin de faire toute la lumière sur son attitude lors de la guerre de Bosnie-Herzégovine. ■

Pierre Bayard est professeur de littérature française à l'université Paris-VIII; Jean-Louis Fournel est professeur de civilisation italienne à l'université Paris-VIII

Valérie Hayer est eurodéputée (LRM), négociatrice du budget et du plan de relance européen. Elle est également membre de l'intergroupe LGBTI du Parlement européen